

Numéro 48 - 2 décembre 2017

Questions cruciales de guerre et de paix

Le gouvernement Trudeau positionne le Canada pour convenir aux ambitions du gouvernement Trump en Asie



Questions cruciales de guerre et de paix

- Le gouvernement Trudeau positionne le Canada pour convenir aux ambitions du gouvernement Trump en Asie
- Dangereuse expansion des pouvoirs et de l'autorité de l'OTAN
- La guerre cybernétique de l'OTAN présage de graves dangers
- Les tentatives de recruter les femmes pour l'agression et la guerre sont vouées à l'échec

Ne touchez pas à la RPDC!

- Les grandes puissances dominent la réponse de l'ONU aux développements sur la péninsule coréenne
- Les États-Unis doivent mettre fin immédiatement à leurs provocations et signer un traité de paix
- Le gouvernement Trudeau doit cesser de pousser au conflit!
- Les Coréens exigent la fermeture de la base américaine et l'interdiction des navires de guerre canadiens et australiens dans leurs ports

Cuba

- Décès du dirigeant de la Révolution Armando Hart Davalos
- Participation enthousiaste aux élections municipales

Au calendrier : 2 décembre

• **Rassemblement à Montréal pour la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien**

Questions cruciales concernant la guerre et la paix

Le gouvernement Trudeau positionne le Canada pour convenir aux ambitions du gouvernement Trump en Asie

Du 8 au 14 novembre, le premier ministre Justin Trudeau a effectué un voyage en Asie pour participer au Sommet des dirigeants du Forum de coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) au Vietnam et au Sommet de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et au Sommet de l'Asie de l'Est aux Philippines. Alors qu'il était au Vietnam, il a eu une rencontre officielle avec le président du pays, de hauts représentants du gouvernement et le Parti communiste du Vietnam.



Dans son voyage en Asie, Trudeau a cherché à positionner le Canada économiquement et militairement au moment où le président américain Donald Trump a retiré les États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP). Le PTP exclut la Chine qui est le plus grand pays d'Asie en terme de population et de commerce et le deuxième plus grand partenaire commercial du Canada.

Sous la présidence de Barack Obama, l'impérialisme américain s'est engagé dans un « pivot vers l'Asie » en vertu duquel les États-Unis ont déplacé des troupes et du matériel militaire vers le continent et intensifié leurs exercices de guerre. Obama a aussi étendu les bombardements par drones dans le monde, surtout en Afrique. Les exercices de guerre ont maintenant augmenté sous la présidence de Trump, en particulier autour de la péninsule coréenne. La rivalité entre les États-Unis et la Chine se poursuit dans la mer de Chine du sud au détriment de tous les peuples. Tandis que la Chine a occupé et bâti sa propre infrastructure sur les îles disputées que d'autres réclament comme territoire national, Trump a aussi poursuivi les provocations d'Obama en mer de Chine du sud, y dépêchant des flottilles navales américaines près de territoires disputés dans ce que l'impérialisme américain appelle des exercices de guerre « liberté des océans ». Trump a lui aussi intensifié les bombardements par drones et le recours aux Forces spéciales dans le monde, particulièrement en Afrique, et il accru les effectifs militaires dans la guerre en Afghanistan qui n'en finit plus.

Le retrait des États-Unis du PTP est conforme aux menaces américaines d'abandonner l'ALÉNA et de plutôt signer des accords directs de commerce. Il semble que les différents accords et règlements dans le cadre de traités internationaux ne font plus l'affaire des monopoles mondiaux américains les plus puissants. Ces empires privés mondiaux cherchent maintenant à établir un contrôle direct sur leurs affaires partout sans que des accords d'État multilatéraux viennent empiéter sur leur droit d'édifier leurs empires. L'armée américaine, avec ses vassaux militaires l'OTAN et NORAD et le nombre toujours plus grand d'armées privées sont l'arme principale qui est utilisée pour tenir les

peuples du monde en échec et briser toute résistance contre l'édification d'empire.

Lors de son séjour en Asie pendant la deuxième semaine de novembre, Trudeau a cherché à obtenir une « place à la table » pour le Canada au Sommet de l'Asie de l'Est qui est un forum de discussion sur la sécurité composé des grandes puissances de l'Asie et des États-Unis. Certains médias ont suggéré que le Canada cherchait en particulier à prendre part à la discussion entre les grandes puissances sur la situation en Corée et au Myanmar. Le Canada a obtenu un statut d'observateur au Sommet, qui est un organisme auquel se sont joints les États-Unis en 2011 sous la présidence d'Obama. En ces moments où les tensions de guerre augmentent, avec en particulier les menaces de Trump de détruire la République populaire démocratique de Corée (RPDC), la ré-émergence du Myanmar comme cible, les guerres continues en Asie de l'Ouest et en Afrique et l'ouverture de nouveaux fronts d'ingérence étasunienne dans les Amériques et les Caraïbes, il se peut que les États-Unis poussent le Canada à devenir un vassal militaire plus actif pour la guerre.

Le Canada appuie et encourage activement les préparatifs de guerre des États-Unis pour une guerre de destruction contre la RPDC alors que l'impérialisme américain cherche à dominer toute l'Asie. Un aspect important dans ce contexte est la démonisation de la RPDC et de sa direction. Au Japon, la propagande américaine anti-Corée est utilisée pour briser le développement de tout mouvement visant à débarrasser le pays de l'occupation militaire américaine et pour renforcer l'alliance militaire États-Unis/Japon contre la Chine et la Corée.

La propagande de guerre au Canada a comme objectif d'établir dans l'esprit des Canadiens que la RPDC constitue une menace contre le Canada et qu'on doit faire plus pour annexer l'armée canadienne et le pays au char de guerre des États-Unis, y compris par le stationnement de missiles et de soldats américains au Canada. La propagande de guerre est liée aux ventes d'armes, et les marchands de mort américains comme Boeing et Raytheon utilisent leurs énormes ressources et leurs représentants dans les gouvernements pour faire de l'agitation en faveur de la guerre car la guerre et les préparatifs de guerre sont l'entreprise la plus lucrative.



Dangereuse expansion des pouvoirs et de l'autorité de l'OTAN

Les 8 et 9 novembre, une réunion des ministres de la défense de l'OTAN s'est tenue à Bruxelles, en Belgique. Les ministres réunis ont approuvé dans ses grandes lignes le projet conceptuel d'une structure de commandement de l'OTAN adaptée et se sont accordés sur l'expansion du programme de cyber-guerre de l'OTAN et l'inclusion des cyber-attaques dans les dispositions de défense collective de l'article 5 de l'Alliance.

L'objectif déclaré des nouveaux commandements est « de faciliter le mouvement des troupes à travers l'Atlantique et au sein de l'Europe ». Dans ce contexte, beaucoup d'emphasis est mis sur les pays membres qui doivent soumettre la planification et l'approvisionnement de l'infrastructure au service des besoins de l'OTAN de déplacer rapidement des troupes et de l'équipement militaires. Bien que présenté comme défensif, cela montre clairement que l'OTAN se prépare à déplacer ses troupes et son matériel contre ceux qu'elle déclare être des ennemis. La réunion a présenté comme



étant vital le besoin de mettre à jour les exigences militaires pour l'infrastructure civile, telles que les routes, les chemins de fer et les aéroports. Cela veut dire qu'on va intensifier la pression pour que les gouvernements nationaux des États membres et candidats-membres de l'OTAN soumettent l'infrastructure civile, actuelle et à venir, au commandement de l'OTAN. De plus, il a été dit que non seulement les gouvernements mais le secteur privé et l'Union européenne « ont des rôles clés à jouer ».

Lors d'une conférence de presse tenue après la réunion, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré que depuis 2014 « nous avons fait d'immenses progrès dans l'amélioration des législations nationales. Nous avons supprimé de nombreux obstacles bureaucratiques pour pouvoir déplacer des forces à travers le territoire des Alliés. Mais il reste beaucoup à faire. Nous devons nous assurer que la législation nationale qui facilitera le franchissement des frontières soit pleinement mise en oeuvre. Nous avons besoin d'avoir à notre disposition une capacité suffisante de transport, laquelle provient en grande partie du secteur privé. Nous devons améliorer les infrastructures telles que les routes, les ponts, les voies ferrées, les pistes d'atterrissage et les ports. L'OTAN est en train de mettre à jour les exigences militaires pour les infrastructures civiles. »

Il a expliqué plus tard que l'OTAN allait en fait dicter les changements dans les lois des États membres pour servir le déploiement rapide lors d'une guerre, en déclarant : « Il est question de législation et, bien sûr, il est question de faire en sorte que les alliés de l'OTAN mettent en oeuvre ces normes et ces exigences. Nous formulons les exigences et les normes, mais bien sûr, ce sont les pays qui doivent les mettre en oeuvre lorsqu'ils investissent dans les infrastructures, lorsqu'ils prennent des dispositions, par exemple, avec des fournisseurs privés de transport. » Cela soulève la possibilité que l'OTAN demande aux monopoles privés du transport, dans le secteur ferroviaire par exemple, de se placer sous son contrôle militaire pour transporter l'équipement et les troupes de l'OTAN. Les travailleurs qui s'opposeront au déploiement de troupes étrangères dans leur pays seront qualifiés d'agents étrangers ou de quelque chose de pire encore. Le Canada serait sans doute visé parce que les États-Unis le considèrent comme un point de transit pour le déploiement de leurs forces en Europe. Il se peut que dans la construction des nouveaux corridors de transport, des standards soient imposés pour que les routes, les ponts et d'autres voies de transport soient capables de transporter de l'équipement militaire américain pour qu'il soit déployé pour la guerre en Europe.

Nouveaux commandements

Un nouveau commandement pour l'océan Atlantique est en train d'être établi « pour faire en sorte que les lignes maritimes de communication entre l'Europe et l'Amérique du Nord, demeurent libres et sécuritaires ». Ce que cela veut dire n'est pas explicité mais sans doute que l'OTAN renforce son contrôle sur les infrastructures de l'Internet dont une grande partie traverse l'Atlantique par des câbles sous-marins.

Un nouveau commandement est aussi en train d'être établi pour « améliorer le mouvement des forces militaires à travers l'Europe [...] et renforcer le rôle logistique au sein de toute la structure de commandement de l'OTAN. »



Un nouveau Centre d'opérations cyber est créé pour diriger les activités de cyberguerre de l'OTAN et intégrer le cyber dans la planification et les opérations de l'OTAN, à tous les niveaux. Ce qui est très préoccupant, ce sont les rapports que le cyber est reconnu comme un domaine opérationnel et que les cyberattaques peuvent déclencher la disposition de défense collective de l'article 5 de

l'OTAN, ce qui veut dire qu'une présumée cyberattaque contre un membre sera considérée comme un acte de guerre contre tous les membres de l'OTAN, qui devront alors répondre sous l'autorité de l'OTAN, autrement dit sous commandement américain.

Tenant de justifier tout cela, le secrétaire général de l'OTAN a dit : « Nous devons être tout aussi efficaces dans le domaine cybernétique que nous le sommes sur terre, en mer et dans les airs, avec une compréhension en temps réel des menaces auxquelles nous sommes confrontés et une capacité de répondre au moment et à l'endroit que nous choisissons. »

« Nous avons convenu aussi que nous serons en mesure d'intégrer les capacités cybernétiques nationales des Alliés lors des missions et des opérations de l'OTAN. Les pays pourront conserver la pleine propriété de leurs capacités de la même façon que les Alliés possèdent leurs propres chars, navires et aéronefs lors des missions de l'OTAN. »

En réponse à une question à savoir si les cyberattaques de l'OTAN sont considérées comme moins dangereuses que les bombes, Stoltenburg a dit : « L'utilisation des capacités cybernétiques peut être une réponse plus proportionnée et c'est la raison pour laquelle je me réjouis que nous intégrons maintenant les capacités cybernétiques nationales aux missions et aux opérations de l'OTAN et que nous avons accepté le principe de faire cela. »

Pour masquer que les agences de renseignement et de cybernétique des pays membres sont en train d'être centralisées sous le commandement de l'OTAN en vue de la guerre, il a ajouté : « Que nous parlions d'avions ou de réservoirs ou de capacité cybernétique, l'utilisation de ces capacités va être en conformité avec le droit international et va faire partie de la position défensive de l'OTAN. »

Augmentation des troupes en Afghanistan

Les ministres de l'OTAN ont aussi accepté d'augmenter la taille de la mission de formation de soutien Resolute de l'OTAN d'environ 13 000 à environ 16 000 membres. En parlant d'une mission de formation et de conseil, les ministres essaient de cacher le fait qu'environ 3 000 soldats étrangers supplémentaires sont déployés en Afghanistan pour réprimer le peuple du pays et y imposer les intérêts des impérialistes américains. Cela est très dangereux pour les peuples de l'Afghanistan et de l'Asie en général. L'Afghanistan partage une frontière avec la Chine et on ne peut s'attendre à ce que la Chine accueille avec indifférence le déploiement de ces 3 000 soldats étrangers à sa frontière. C'est une preuve de plus des dangers qui sont causés par l'OTAN à la cause de la paix.

La confusion délibérée créée par Canada sur des développements sérieux

La déclaration émise par le ministre canadien de la Défense Harjit Sajjan n'offre aucune vue d'ensemble ou explication des sérieux développements annoncés à la réunion qui permettrait aux Canadiens de tirer les conclusions qui s'imposent. Le gouvernement Trudeau est très conscient que les Canadiens ne savent pas jusqu'à quel point les forces armées et le territoire national du Canada sont en train d'être intégrés au commandement militaire des États-Unis et de l'OTAN, car s'ils le savaient, ils diraient *Non* ! Les ministres du gouvernement recouvrent toute chose de formules très vagues et parlent de paix et de défense pour que personne ne se rende compte des activités dangereuses dans lesquelles le Canada s'est engagé.

« Faisant front commun avec nos alliés de l'OTAN et de la Coalition, le Canada continuera à présenter notre expertise et notre capacité de leadership en vue de réaliser la paix et la sécurité au monde. Par l'entremise d'engagements internationaux, comme l'OTAN et la Coalition, le Canada continue à démontrer que nous sommes engagés et possédons les capacités pour aider à créer un monde plus pacifique et prospère. » Des déclarations comme celle-là cachent que le Canada, sous

le gouvernement Trudeau, est en train d'être transformé en un instrument de guerre malléable entre les mains des États-Unis et de l'OTAN.

Suite aux réunions de l'OTAN, le ministre Sajjan a participé à la Réunion plénière des ministres de la Défense pour la lutte contre Daech présidé par le secrétaire américain de la Défense, James Mattis, où le Canada a sans doute obtenu ses nouvelles instructions quant au rôle qu'il est appelé à jouer au Moyen-Orient. Il a aussi co-présidé, avec son homologue letton, une réunion des pays qui contribuent au groupement tactique avancé de présence renforcée dirigé par le Canada en Lettonie, dans laquelle ils ont discuté de la coordination des activités du groupement tactique et de « questions connexes ». Sajjan a aussi participé à une réunion des cinq principaux pays qui forment et conseillent présentement les forces de défense et de sécurité de l'Ukraine infestées de néonazis, soit le Canada, la Lituanie, la Pologne, le Royaume-Uni et les États-Unis.



La guerre cybernétique de l'OTAN présage de graves dangers

Du 28 au 30 novembre, l'OTAN a tenu trois journées de guerre cybernétique dans son Cyberpolygone en Estonie. Considéré par l'OTAN comme son « exercice de défense cybernétique le plus grand et le plus important », cet exercice place plus de 700 participants de 25 pays alliés, de même que de pays partenaires de l'OTAN, de l'Union européenne, du secteur privé et du monde universitaire sous le commandement de l'OTAN. L'exercice se fait à partir du Cyberpolygone mais la majorité des participants y prennent part à distance, dans leurs propres « endroits de travail ».



L'OTAN écrit : « L'exercice, qui se tient pour la 10e année consécutive, permet aux experts en cyberdéfense de toute l'Alliance de s'entraîner et de tester leur capacité à défendre les réseaux de l'OTAN et des pays. Qu'il s'agisse de défense contre les logiciels malveillants, d'attaques visant les appareils mobiles ou de lutte contre les défis hybrides sur les réseaux sociaux, il repose sur un scénario réaliste et ambitieux qui aide ces experts à se préparer à résoudre les problèmes auxquels ils seront réellement confrontés dans le cyberspace. Au cours de cet entraînement, les participants mettront à l'épreuve les procédures opérationnelles et juridiques, procéderont à des échanges d'informations et s'exerceront à la collaboration avec l'industrie et les partenaires. »

La référence aux « défis hybrides sur les réseaux sociaux » montre que l'OTAN est en fait en train d'utiliser les médias sociaux comme arme tout en accusant ceux qu'il appelle ses rivaux de le faire. Il n'y a rien de neuf là-dedans mais cela se produit au moment où les gouvernements dans le monde renforcent les pouvoirs de l'État de criminaliser et de désinformer leurs propres citoyens et les citoyens d'autres pays en ayant recours aux médias sociaux, en prétendant agir en réponse à l'utilisation de ces médias par d'autres. Pourquoi l'OTAN se voit donné le rôle de régimenter les médias sociaux est une question importante que le gouvernement Trudeau semble vouloir éviter

quand il parle du besoin de préparer le Canada à de possibles attaques cybernétiques, en particulier durant les élections.

L'agence de nouvelles BNS rapporte que les porte-paroles des Forces de défense de l'Estonie (FDE) en poste à Tallinn, où est située la base de l'OTAN, ont dit que l'objectif de l'exercice est de « tester la capacité des États alliés et des pays partenaires à faire face à différentes attaques cybernétiques et à faire une répétition de coopération entre les experts cybernétiques aux niveaux nationaux et au niveau international ».

Le lieutenant-colonel Andres Kuusk, l'officier qui commandait l'exercice, a dit que « cet exercice d'entraînement est très réaliste du fait que tous les États membres et partenaires vont résoudre ces problèmes à partir de leur pays ».

En plus des forces armées de l'Estonie, l'exercice comprend d'autres participants estoniens comme l'Autorité estonienne en matière d'information, l'unité de défense cybernétique de la Ligue volontaire de défense estonienne, le Centre d'excellence de défense cybernétique de l'OTAN et d'autres institutions de l'État estonien.

Tentatives de masquer le rôle agressif de l'OTAN par l'invocation d'une menace russe

Même s'il n'est pas clair si le Canada participe à ces exercices, il y a eu un grand effort pour créer la peur d'un piratage russe au Canada pour justifier l'extension des pouvoirs de police de l'OTAN au Canada. Le ministre de la Défense d'Estonie, Jüri Luik, a dit ceci à l'émission *The House* sur le réseau CBC alors qu'il participait au Forum sur la sécurité d'Halifax : « D'une certaine façon, tout pays est un voisin de la Russie parce qu'une menace cybernétique ne connaît pas de frontières et vous pourriez donc dire que le Canada est un voisin de la Russie. »

« Cela ne fait pas de doute en ce moment que nous faisons face à un gouvernement russe qui a une approche très agressive envers l'Ouest. Il ne s'agit pas seulement des États baltes, mais, en fait, si vous considérez ce qui se passe dans d'autres pays, dans les grands pays alliés, l'ingérence dans les élections, dans différents référendums, je crois que cela dénote une approche hybride agressive envers l'Ouest dans son ensemble. »



L'extension du contrôle de l'OTAN sur les agences d'espionnages et informatiques de ses pays membres et candidats-membres et sur leurs universités et leur secteur privé est faite au nom de la prévention des cyberattaques russes. Il est bien connu que les agences d'espionnage des États-Unis qui font partie du réseau d'espionnage Cinq Yeux avec le Centre de la sécurité des télécommunications ont été prises en flagrant délit de piratage de téléphones cellulaires de dirigeants étrangers à des fins d'espionnage industriel.[1] La création de la peur du piratage russe vise à masquer les attaques cybernétiques des États-Unis, du Canada et de l'OTAN contre les politiciens, leurs propres citoyens et n'importe qui d'autre. Cela vise aussi à masquer les violations sérieuses de la souveraineté nationale qui sont facilitées par le gouvernement Trudeau et les autres comme lui par les institutions supranationales de la guerre, de l'agression et de l'assassinat

impérialistes.

Les Canadiens ne vont pas accepter que l'OTAN prenne le contrôle du discours politique par le biais des médias sociaux ou de tout autre medium peu importe le prétexte frauduleux invoqué. Cela ne doit pas passer !

Note

1. « Le gouvernement Harper transforme l'État canadien en État voyou », Numéro du 21 octobre 2013 du *Marxiste-Léniniste*



Les tentatives de recruter les femmes pour l'agression et la guerre sont vouées à l'échec

Le 18 novembre, dans le cadre du Forum sur la sécurité d'Halifax, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a annoncé que la canadienne Clare Hutchinson serait la nouvelle représentante spéciale du secrétaire de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité.

Hutchinson a été auparavant conseillère en matière de genre aux Nations unies. Elle a travaillé à l'ONU au Département des opérations de maintien de la paix. Elle a été déployée au Liban de juillet 2012 à décembre 2013 dans le cadre de la Force intérimaire des Nations unies, et au Kosovo d'octobre 2014 à décembre 2007 dans celui de la Mission d'administration intérimaire de l'ONU



Lors d'une cérémonie en février 2016 en l'honneur de 125 femmes policières indiennes stationnées au Libéria dans le cadre de la Mission intérimaire des Nations unies en Libéria (UNIMIL), elle a dit :

« Nous contribuons aux forces policières et militaires en changeant la perception de ce domaine en tant que chasse-gardée des hommes où les femmes ne peuvent participer. Nous savons que les obstacles ne sont pas que c'est trop dangereux ou qu'elles ne veulent pas voyager ou laisser leurs enfants. Ce ne sont pas là les principaux obstacles. C'est d'abord qu'elles ne connaissent pas toutes les possibilités qui s'offrent à elles. »

Hutchinson a fait valoir que pour accroître la présence des femmes dans les opérations de paix, l'ONU compte sur ses pays membres pour que ceux-ci les recrutent d'abord au niveau du pays en question. Elle a dit que pour appuyer cet effort l'ONU a contribué à la formation de 555 policières dans cinq pays, et que par conséquent 174 femmes additionnelles ont été déployées en 2015.

« Lorsque je parle aux femmes membres des services, ce qui me frappe c'est que la première chose qu'elles disent c'est qu'elles sont des policières et non des femmes. Elles ne seraient donc pas des femmes policières, mais bel et bien des policières qui sont des femmes. Et je crois que c'est très

important de souligner cette différence », a-t-elle dit.

Parlant de la nomination, Stoltenberg a dit que « non seulement est-il juste d'habiliter les femmes mais c'est la bonne façon d'agir. Cela rend les pays plus sécuritaires et plus stables. L'OTAN est déterminée à faire la différence, y compris par nos formations et nos opérations, par exemple, en déployant par exemple des conseillères en matière de genre dans des communautés locales en Afghanistan. Nous voulons accroître la visibilité des femmes à tous les niveaux au sein de l'Alliance.

« Nous devons en faire encore davantage, mais pour l'OTAN, la paix et la sécurité ne relèvent pas uniquement des hommes. Je remercie le Canada pour son solide engagement envers les femmes, la paix et la sécurité et c'est avec grand plaisir que je souhaiterai la bienvenue à Mme Hutchinson dans les quartiers généraux de l'OTAN. »

L'OTAN est une alliance militaire et politique agressive qui a participé à la destruction de pays et y a généré l'anarchie et la violence dont les premières victimes sont les femmes et les enfants. Le gouvernement Trudeau s'est donné la tâche déshonorante de convaincre les femmes, qui sont aux premières lignes de l'opposition à l'agression et à la guerre, qu'elles peuvent se faire recruter « équitablement » en tant que soldats pour l'OTAN et ses membres. Voilà ce qu'est pour lui l'habilitation des femmes et ce n'est rien de moins que criminel. En nommant Hutchinson, l'OTAN cherche à donner bonne réputation au Canada pour ses activités sinistres et à renforcer ses efforts pour présenter la guerre et l'agression comme quelque chose de « progressiste ».

Le Canada a du sang sur les mains qu'il a fait couler en Corée, en Yougoslavie, en Libye, en Ukraine, en Haïti et en Afghanistan et il se déploie maintenant en Europe de l'Est pour menacer la Russie et supprimer l'opposition en Lettonie et dans d'autres pays européens au rôle agressif de l'OTAN. Il cherche à s'absoudre de ses crimes en se présentant comme le plus grand défenseur des femmes et de la paix mais personne n'est dupe. L'habilitation des femmes est dans la défense de leurs propres droits et des droits de tous. Les femmes sont aux premiers rangs de toutes les luttes pour les droits et contre la guerre, en particulier les femmes de la classe ouvrière. Sa tentative de masquer cela en faisant la promotion de femmes qui agissent en tant qu'instruments de l'impérialisme — que ce soit ouvertement ou sous couvert de l'une ou l'autre des versions de son ordre du jour des « droits humains » - montre que la notion d'habilitation du gouvernement Trudeau est liée de près à l'agression et à la guerre et que par conséquent elle est frauduleuse à l'extrême.

Sortons le Canada de l'OTAN !

Non à la guerre et à l'agression au nom des femmes, de la paix et de la sécurité !



Ne touchez pas à la RPDC!

Les grandes puissances dominent la réponse de l'ONU aux développements sur la péninsule coréenne

Une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU a eu lieu le 29 novembre suite au lancement de missile de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) plus tôt dans la journée. La teneur générale de la réunion a fait ressortir l'incapacité de cet organisme, chargé ostensiblement de faire respecter le droit international et la Charte des Nations unies, d'être objectif et d'accomplir son mandat. Au lieu de cela, il a adopté dans son fonctionnement la ligne

impérialiste de rejeter la faute sur la victime et de la raison du plus fort, de faire du programme d'autodéfense de la RPDC la question plutôt que celle de l'agression menée par les États-Unis contre la RPDC depuis des décennies et des énormes épreuves que cela a infligées à son peuple.

Joignez les piquets d'information et la campagne de pétition!



Piquet et signature de pétition au marché agricole de Strathcona de Edmonton
le 25 novembre 2017

CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Dans son exposé au Conseil, le secrétaire général adjoint aux affaires politiques de l'ONU, Jeffrey Feltman, a déclaré : « Étant donné les graves risques associés à toute confrontation militaire, dans l'exercice de sa responsabilité première, le Conseil de sécurité doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher une escalade. L'unité au Conseil de sécurité est essentielle. » Feltman a blâmé les essais nucléaires et de missiles de la RPDC tenus ces deux dernières années pour la création « de grandes tensions sur la péninsule coréenne et au-delà [...] soulignant que cette dynamique doit être inversée et que la solution ne peut être que politique », a rapporté le Centre d'actualités de l'ONU. L'unité du Conseil de sécurité créerait également une opportunité pour un engagement diplomatique soutenu - une opportunité qui doit être saisie en ces temps dangereux pour chercher des portes de sortie et oeuvrer pour créer des conditions pour les négociations, a-t-il ajouté.

Plus tôt dans la journée, un porte-parole du secrétaire général Antonio Guterres a publié une déclaration dans laquelle celui-ci condamne le test de missile, le qualifiant « d'une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité » et de geste qui « montre un mépris total de la vision unifiée de la communauté internationale ».

La déclaration se termine ainsi : « Le secrétaire général exhorte la RPDC à s'abstenir de prendre d'autres mesures déstabilisantes. Le Secrétaire général réaffirme son engagement à travailler avec toutes les parties pour réduire les tensions. »

Feltman a dit qu'il avait convoqué une réunion avec Ja Song Nam, le représentant permanent de la RPDC à l'ONU, pour transmettre le message du secrétaire général des Nations unies. Au cours de la réunion, M. Feltman a souligné qu'« il n'y a rien de plus dangereux pour la paix et la sécurité dans le monde que ce qui se passe actuellement sur la péninsule coréenne ». Les dépêches du Centre d'actualités de l'ONU ne disent rien sur les points de vue ou les objections de l'ambassadeur

de la RPDC.

Les États-Unis ont utilisé l'occasion pour persévérer dans leur désinformation, et l'ambassadrice américaine Nikki Haley a prétendu que, malgré la guerre de Corée et les 60 années subséquentes d'agression et de provocations pour éliminer la RPDC, les États-Unis n'ont « jamais cherché à faire la guerre à la Corée du Nord, et encore aujourd'hui, nous ne la cherchons pas. Si la guerre se produit, ce sera à cause des actes continus d'agression comme celui auquel nous avons assisté hier... Et si la guerre survient, ne vous y trompez pas, le régime nord-coréen sera complètement détruit ». Haley a également déclaré que les États-Unis ont demandé à la Chine de couper l'approvisionnement en pétrole à la RPDC et que d'autres sanctions sont en préparation.

L'ambassadeur Ja était présent à la réunion mais il n'a pas été invité à s'adresser au Conseil. Ainsi, malgré tous les appels à la diplomatie et « à travailler avec toutes les parties pour réduire les tensions », il devient évident que le rôle de la RPDC a été réduit à celui de recevoir toute punition que le Conseil de sécurité lui réserve.

Toujours le 29 novembre, le président chinois Xi Jinping a dit au président des États-Unis Donald Trump que la Chine ne va pas abandonner son objectif de dénucléariser la péninsule coréenne, de maintenir le régime de non-prolifération nucléaire à l'échelle internationale et de préserver la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est. Il a indiqué que la Chine souhaite maintenir les communications entre les États-Unis et toutes les autres parties concernées et faire avancer conjointement la question nucléaire vers la voie d'un règlement pacifique par le biais de dialogues et de négociations.

Pour sa part, la Russie a condamné le lancement de missile, attribuant le blâme pour les tensions sur la péninsule coréenne à la RPDC. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a dit aux journalistes que « sans aucun doute, un autre lancement de missile est un geste provocateur qui déclenche une nouvelle hausse des tensions et qui nous éloigne du début du règlement de la crise. Nous condamnons le lancement et nous espérons que tous les côtés de part et d'autre réussiront à demeurer calmes, ce qui est très nécessaire pour prévenir le pire scénario sur la péninsule coréenne ». En ce qui concerne la feuille de route établie par la Russie et la Chine visant ostensiblement à résoudre la question nucléaire dans la péninsule coréenne, Peskov a souligné qu'« il n'y a aucune raison actuellement pour être optimiste ».

Aucun des deux pays n'a jugé bon de tenir les États-Unis responsables de leur rôle dans le déclenchement et le maintien de la crise.

(Sources : Centre d'actualités de l'ONU, Xinhua, TASS)

Les États-Unis doivent mettre fin immédiatement à leurs provocations et signer un traité de paix avec la RPDC

Les événements récents montrent une fois de plus que les États-Unis doivent fournir la seule réponse qui s'impose et est appropriée pour désamorcer la situation tendue sur la péninsule coréenne, soit de mener des pourparlers diplomatiques avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et de signer immédiatement un traité de paix. Toute une hystérie est créée sur le dernier essai de missiles par la RPDC, alors que le coeur de la question est et a toujours été l'agression continuelle des États-Unis contre la RPDC, dans le cadre de sa quête impérialiste pour

dominer toute l'Asie, et le droit de la RPDC à la souveraineté et à l'autodéfense.

Toutes sortes de pressions sont exercées pour que non seulement la RPDC se soumette au diktat impérialiste américain, mais pour que les travailleurs au Canada et dans le monde s'y soumettent. La pression vise à créer de l'hystérie sur ce qui se passe sur la péninsule coréenne pour que les peuples ne soient pas capables d'examiner calmement ce qui s'y passe et d'élaborer leur pensée indépendante pour trouver des solutions qui favorisent les intérêts des travailleurs et des peuples du monde et la cause de la paix internationale. Au lieu de cela, on dit aux gens d'accepter la ligne impérialiste que cette situation requiert des États-Unis qu'ils utilisent le plein poids de leur force pour « détruire totalement la RPDC » et que cela va amener on se sait trop comment la paix et la sécurité en dépit de toutes les preuves du contraire.

Le *Washington Post* a rapporté en octobre que Joseph Yun, le représentant spécial du département d'État américain pour la RPDC, a dit lors d'un événement organisé par le Conseil des relations étrangères que si la RPDC arrêta ses essais nucléaires et de missiles pendant 60 jours, les États-Unis reprendraient des pourparlers directs avec Pyongyang. Le dernier essai de la RPDC remonte au 15 septembre, mais les États-Unis, au lieu d'entreprendre des pourparlers avec la RPDC le 15 novembre, ont intensifié les exercices militaires et les sanctions. *ZoominKorea* rapporte que plus tôt en novembre, les États-Unis « ont envoyé dans la région trois porte-avions - le *USS Ronald Reagan*, le *Theodore Roosevelt* et le *Nimitz* - et leurs groupes de frappe à navires multiples de même que des bombardiers B-1 pour participer à quatre jours d'exercices avec la Corée du sud et le Japon. Du 4 au 8 décembre, les forces aériennes de la Corée du sud et des États-Unis doivent organiser un autre exercice, *Vigilant Ace*, dans lequel ils déploieront six chasseurs furtifs F-22 et des avions de combat F-35. Selon un communiqué de presse publié par la 7^e Force aérienne américaine, environ 12 000 membres du personnel américain y participeront avec des troupes sud-coréennes alors que 230 appareils seront déployés à partir de huit installations militaires américaines et sud-coréennes. Des troupes de la marine américaine et des US Marine Corps y participeront également. »



Protestation antiguerre devant les bureaux du département de la Défense à Séoul le 28 novembre 2017. La demande d'un « double gel » souligne la nécessité que les États-Unis s'engagent dans la voie diplomatique avec la RPDC et travaillent à la paix.

Le 20 novembre, les États-Unis ont réplacé la RPDC sur leur liste d'« États commanditaires du terrorisme », en dépit du fait que les États-Unis sont le plus grand soutien d'État au terrorisme dans le monde et que la RPDC n'a attaqué personne. Le lendemain, les États-Unis ont annoncé des sanctions supplémentaires contre les individus et les groupes qui font du commerce avec la RPDC, dont plusieurs entreprises chinoises.

Le fait que le test du missile balistique intercontinental Hwasong-15 par la RPDC le 29 novembre dans le cadre des efforts pour rehausser sa défense nationale, qui est son droit et sa responsabilité, est déclaré un acte de provocation cache le fait que la vraie menace pour la RPDC et pour le monde provient d'abord des États-Unis.

Le gouvernement de la RPDC a émis une déclaration sur le lancement dans laquelle elle informe que le missile a volé pendant 53 minutes à une altitude de 4 475 km et sur une distance de 950 km, et a atterri dans les eaux libres de la mer orientale de la Corée. En dépit de la courte distance, le grand arc indique que le Hwasong-15 a une portée qui pourrait lui permettre d'atteindre le continent

américain, comme la déclaration le souligne. La déclaration rappelle que les ICBM de la RPDC « visent à défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays face à la politique de chantage nucléaire et de menace nucléaire des impérialistes américains, et à maintenir la vie paisible du peuple et, par conséquent, ils ne poseront aucune menace à quelque pays ou région tant que les intérêts de la RPDC ne sont pas enfreints. Telle est notre déclaration solennelle. »

La question du droit à l'indépendance et à la légitime défense de la RPDC, ou de tout pays, est une question de principe et aucun principe digne de ce nom ne peut être compromis. Les exemples de l'histoire récente des pays qui n'ont pas réussi à bloquer l'intervention étrangère menée par les États-Unis et de la perte terrible de millions de vies qui a résulté des invasions brutales, de la guerre, de l'occupation, et du chaos, de la violence et de l'anarchie qu'elles ont créés ne manquent pas. L'Irak, l'Afghanistan, la Libye en sont quelques-uns. C'est le refus des États-Unis de reconnaître le verdict historique de la Seconde Guerre mondiale que les crimes contre la paix sont la violation la plus grave du droit international, et leur refus de résoudre leurs différends avec d'autres pays par des moyens diplomatiques pacifiques - dans ce cas-ci, en acceptant la demande répétée de la RPDC de signer un traité de paix - qui ont conduit à la crise actuelle.

Pour contribuer à une résolution diplomatique et pacifique, toutes les personnes éprises de paix doivent exiger que les États-Unis cessent immédiatement leurs manœuvres de guerre sur et autour de la péninsule coréenne pour créer les conditions favorables à la signature d'un traité de paix, pour aboutir au retrait de leurs troupes et de leurs armes nucléaires de la région. Cela contribuera à créer les possibilités d'une normalisation des relations avec la RPDC. Cela désamorcerait immédiatement la situation et permettrait aux Coréens du nord et du sud de régler leurs différends entre eux, afin d'atteindre leur objectif commun ultime de réunification nationale. Cela permettrait également de réduire la pression sur la Chine et la Russie, qui sont elles aussi la cible des États-Unis et de leur course à la domination de l'Asie, et dont les intérêts seraient servis par un retrait des États-Unis de la péninsule coréenne.



Au Canada, de plus en plus de gens se mobilisent pour populariser la Pétition pour la paix contre la guerre et l'agression dans la péninsule coréenne, et des lignes de piquetage se tiennent à Vancouver, Edmonton, Toronto et Montréal pour faire en sorte que les gens ne soient pas trompés par la désinformation impérialiste au sujet de la crise sur la péninsule coréenne, mais se mobilisent pour empêcher que le Canada soit mêlé à l'agression des États-Unis contre la RPDC. *LML* encourage tous les Canadiens à signer la pétition et à la faire circuler le plus

largement possible, à organiser des réunions publiques et d'autres activités pour informer leurs amis, familles et collègues sur ce qui se passe vraiment sur la péninsule coréenne. C'est particulièrement important compte tenu de l'annonce récente selon laquelle le Canada va organiser à Vancouver une réunion dirigée par les États-Unis afin de mobiliser l'appui pour une agression contre la RPDC. Tout cela est une contribution importante à l'établissement d'un gouvernement antiguerre au Canada qui exprime l'aspiration des peuples à obtenir la paix et la justice et à faire du Canada une zone pour la paix.

(Photos: SPARK, TML.)



Le gouvernement Trudeau doit cesser de pousser au conflit avec la RPDC!



Edmonton le 18 novembre 2017 (RH)

Le 29 novembre, la ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, a annoncé que le Canada sera l'hôte d'une rencontre sur la « crise nord-coréenne ». C'est présenté comme une réponse au dernier test de missile de la RPDC mais ce n'est pas vrai. Selon les rapports de presse, cette rencontre était en discussion depuis des semaines par la ministre Freeland et le secrétaire d'État américain Rex Tillerson. Le test n'est que la justification pour donner au Canada un plus grand rôle dans cette affaire pour le compte des États-Unis. À preuve les prétentions hypocrites de Freeland et Tillerson au sujet de la recherche de solutions diplomatiques alors qu'ils continuent de proférer des menaces et poursuivre les manœuvres et exercices de guerre. La diplomatie requiert nécessairement que toutes les parties concernées y prennent part, à tout le moins les États-Unis et la RPDC dans ce cas-ci. Visiblement, le but de la réunion à Vancouver, dont le Canada est officiellement l'hôte avec les États-Unis, n'a rien à voir avec la diplomatie. Freeland a dit plus tard aux journalistes que le Japon, la Corée du sud et la Chine seront parmi les invités à la rencontre. La réunion serait « une étape importante pour montrer l'unité de la communauté internationale dans l'exercice de pressions sur la Corée du Nord », a-t-elle dit.

Le fait que le Canada va organiser conjointement avec les États-Unis la réunion de janvier et que Freeland s'est rangée derrière son homologue américain montre que le Canada joue le rôle du « bon flic » et les États-Unis celui du « mauvais flic ». L'objectif ne peut être que de légitimer une autre action policière (une action militaire entreprise sans déclaration officielle de guerre) sur la péninsule coréenne, comme celle qui a conduit à la guerre de Corée. Cela ne doit pas passer ! Un autre objectif visé est de continuer à préparer le terrain pour que les États-Unis exigent que le Canada ouvre son territoire à leurs missiles et détecteurs de missiles. Les Canadiens ne doivent pas permettre que le Canada soit utilisé par l'impérialisme américain pour déclencher une guerre contre la Corée ou contre tout autre peuple! Faisons du Canada une zone pour la paix, pas pour la guerre!

En 2009, les résidents de Vancouver ont déclaré à juste titre leur ville zone libre d'armes nucléaires. Dans cet esprit, ils s'opposeront également à la réunion de Vancouver contre la RPDC qui, en dernière analyse, renferme la menace d'un holocauste nucléaire contre le peuple coréen et les peuples du monde. LML est convaincu que les Canadiens prendront position contre la voie funeste

que les libéraux de Trudeau ont choisie pour le Canada en prenant part à cette complicité perfide contre d'autres pays et d'autres peuples. Les Canadiens veulent que le Canada joue un rôle digne en tant que force véritable de paix dans le monde.



Les Coréens exigent la fermeture de la base américaine et l'interdiction des navires de guerre canadiens et australiens dans les ports coréens



Les insulaires de Jeju tiennent une manifestation et une conférence de presse pour dénoncer la présence du sous-marin nucléaire *USS Mississippi*, le 23 novembre 2017

Les manifestations se poursuivent sur l'île de Jeju, appelée « île de la paix » au large de la côte sud-ouest de la Corée, pour exiger la fermeture de la base navale et la fin des visites provocantes des navires de guerre américains, canadiens et australiens. Les insulaires demandent également que les États-Unis retirent leurs troupes, ferment leurs bases et retirent tout leur arsenal militaire de la péninsule coréenne.

Le 24 novembre, Save Jeju Now, l'organisation antiguerre de masse de l'île, a publié une déclaration dénonçant l'arrivée du sous-marin nucléaire *USS Mississippi* à la base navale en eau profonde en Corée du sud. La base a été construite, sous la pression des impérialistes américains, pour leur fournir une base navale en eau profonde sur l'île située stratégiquement près de la Chine et des voies maritimes contestées de la mer de Chine méridionale, où les États-Unis pêchent littéralement en eaux troubles. C'est le peuple sud-coréen qui a défrayé les coûts de la base.

Selon un article de *Foreign Policy* paru en 2011, seulement 87 des plus de 1 000 électeurs étaient présents lors du vote pour approuver la construction de la base, et la « décision » en faveur de la construction était basée sur des applaudissements. Depuis lors, les insulaires de Jeju ont interrompu la construction de la base sept fois.

Save Jeju Now a fait remarquer que le *USS Mississippi*, dont l'arrivée n'avait pas été annoncée, est le premier sous-marin nucléaire à pénétrer dans le port. Ils ont dénoncé cette provocation et cette

menace pour la paix et la stabilité dans la région et exigent que le sous-marin quitte les lieux immédiatement.



L'organisation mentionne aussi qu'en 1992, un accord signé entre le nord et le sud stipulait qu'aucune des deux parties n'introduirait d'armes nucléaires sur la péninsule coréenne. Pourtant, à plusieurs reprises au cours de la dernière décennie, le gouvernement sud-coréen a autorisé l'accostage de sous-marins nucléaires capables de tirer des ogives nucléaires, en particulier aux bases navales de Jinhae et de Busan, annulant de fait l'accord.

Jeju Now demande aux États-Unis de retirer immédiatement l'*USS Mississippi* de leur île et de cesser tout amarrage de navires de guerre et de sous-marins américains à Jeju. Ils demandent également que tous les navires de guerre étrangers soient interdits à Jeju, soulignant que le 22 juin, les navires de guerre canadiens *NCSM Ottawa* et *NCSM Winnipeg* ont accosté à Jeju et que le 3 novembre, le *HMAS Melbourne* et le *HMAS Parramatta* de la marine australienne y ont accosté également. Ces navires prenaient part aux exercices militaires conjoints États-Unis-Corée du sud-Japon engagés dans des préparatifs de guerre contre la République populaire démocratique de Corée.

Les manifestants veulent que tous les navires de guerre et sous-marins américains, canadiens, australiens et autres soient interdits à Jeju. Ils sont déterminés à poursuivre leur combat pour mettre fin à l'occupation militaire américaine de la Corée qui dure depuis des décennies et à assurer la paix et la réunification coréenne.

Note

Les insulaires de Jeju ont un passé héroïque de résistance à l'occupation militaire américaine dans leur pays. Ils ont boycotté en masse les fausses élections « démocratiques » que les impérialistes américains leur ont imposées par l'intermédiaire de l'ONU en mai 1948, visant à installer un régime fantoche américain sous la direction de Syngman Rhee. Les insulaires ont mené une guérilla pendant plus de cinq ans pour s'opposer à l'occupation militaire américaine de la Corée pendant laquelle plus de 20 000 insulaires ont été tués et des milliers d'autres ont été emprisonnés et exilés.

(Source : savejejunow.org)



Décès du dirigeant de la Révolution Armando Hart Dávalos

C'est avec tristesse que le Parti communiste du Canada (marxiste-Léniniste) a reçu la nouvelle du décès du camarade Armando Hart Dávalos à la Havane le 26 novembre 2017. Le PCC(M-L) présente ses condoléances au Parti communiste de Cuba et à ses dirigeants ainsi qu'aux camarades et à la famille d'Armando Hart et au peuple cubain pour la perte de ce membre exceptionnel de la génération historique de la révolution.

Le 27 novembre, *Granma* a indiqué : « Le célèbre combattant révolutionnaire Armando Hart Dávalos est décédé hier après-midi, le 26 novembre, suite à une insuffisance respiratoire. » Armando Hart Dávalos est né le 13 juin 1930 à La Havane, et, comme étudiant à l'Université de La Havane, il a occupé de nombreuses positions de responsabilité au sein de la Fédération des étudiants universitaires et de la jeunesse orthodoxe. Il a obtenu un doctorat en droit en 1952 et a pris une position ferme contre la dictature de Batista, a rallié le Mouvement révolutionnaire national dirigé par Rafael García Bárcena. Quand celui-ci été accusé de complot en 1953, Hart l'a défendu devant le tribunal et a affirmé le droit du peuple de se rebeller.

Il a été emprisonné à plusieurs reprises au cours de cette période.

« Armando Hart Dávalos a été un des fondateurs du Mouvement du 26 juillet et a fait partie de sa direction initiale aux côtés de Fidel. Il a participé à l'insurrection de Santiago de Cuba en novembre 1956 et a travaillé en étroite collaboration avec Frank País. Il a été arrêté et emprisonné, mais s'est évadé et a repris le travail clandestin pour soutenir l'armée rebelle de la Sierra Maestra, et est devenu le Coordonnateur national du Mouvement du 26 juillet. Il a été arrêté à nouveau en 1958 et est resté emprisonné jusqu'à la défaite de la dictature.



Armando Hart reçoit l'Ordre de José Martí du président Raúl Castro à l'occasion de son 80e anniversaire de naissance le 13 juin 2010.

« Après le triomphe de la révolution, Hart a occupé des responsabilités importantes et a été membre du Comité central du Parti communiste de Cuba de sa fondation en 1965 jusqu'en 1991. Il a été membre du Conseil d'État de 1976 à 2008 et député de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de sa fondation jusqu'à son décès.

« En tant que directeur du Bureau du programme de Martí et de président de la Société culturelle José Martí, ces dernières années, il a consacré ses efforts à la diffusion de la vie et l'oeuvre du héros national cubain.

« Son vaste travail intellectuel, profondément enraciné dans les idées de Martí et de Fidel, est considéré parmi les meilleurs de la pensée révolutionnaire cubaine.

« Hart était connu pour sa modestie, sa loyauté absolue envers Fidel et Raúl, sa défense constante de l'unité parmi les révolutionnaires et son dévouement, sa vie entière, à tout travail que la révolution exigeait de lui. »

Une veillée funèbre publique avec garde



À son dernier événement public le 13 novembre 2017, Armando Hart a présenté au combattant portoricain pour l'indépendance Oscar López Rivera le prix « Utilidad de Virtud » au nom de la Société culturelle José Martí.

d'honneur a eu lieu au Centre d'Études martinien le soir de son décès jusqu'à 10 heures le 27 novembre.

Le général d'armée Raul Castro Ruz, premier secrétaire du Parti communiste de Cuba et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, s'est rendu au Centre d'Études martinien à l'occasion de la veillée funèbre. À 10 heures, le président cubain, accompagné d'autres membres du Bureau politique, a dirigé la dernière garde d'honneur de celui qui dès son plus jeune âge a mis sa vie au service de la Patrie. Miguel Diaz-Canel Bermudez, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de Cuba et premier vice-président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, a prononcé l'éloge posthume.

Le vice-président de la Société culturelle José Martí et héros de la République René González Schwerert fait remarquer que 'pas une seule génération de Cubains ne manque ici. Les parents, les enfants et les petits-enfants de la Révolution sont ici pour honorer un homme qui a contribué à la réalisation du plus grand prix de la Révolution : le Cubain d'aujourd'hui. Hart a dirigé les énormes efforts faits pour l'éducation du peuple, et plus tard l'effort pour nous apporter une vie éclairée et pleine de culture, et ce peuple est venu lui rendre hommage à cause de tout ce qu'il a représenté. Les plus belles oeuvres de la Révolution n'auraient pas été écrites sans cet homme qui était fidèle à la pensée de Martí, Armando Hart.' »

Éloge funèbre Miguel Díaz-Canel Bermúdez



Le premier vice-président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez livre l'oraison funèbre le 27 novembre 2017.

Camarade général d'armée Raul Castro Ruz,

Eloïsa et parents de Hart,

Camarades,

Nous nous sommes rassemblés dans cette

institution au cours des dernières heures pour rendre hommage à l'une des figures essentielles de la Révolution cubaine. Le brillant intellectuel et révolutionnaire Armando Hart Dávalos lègue aux générations présentes et futures un exemple extraordinaire de loyauté, d'esprit de sacrifice, de fermeté et d'adhésion absolue aux principes.

La trajectoire de Hart au service de Cuba a commencé dès sa jeunesse, avec sa condamnation des gouvernements corrompus de Grau et Prío. Le sens martinien de l'éthique a invariablement dicté sa conduite, toujours transparente, toujours implacable envers ceux qui se sont servis du pays comme d'un piédestal.

C'est pourquoi il s'est opposé résolument au coup d'État militaire du 10 mars 1952 et a affronté la tyrannie de Batista. Il a été membre de la direction nationale du Mouvement du 26 juillet et a participé activement, avec Frank Pais, Haydée et Vilma, à l'insurrection du 30 novembre 1956 à Santiago de Cuba, à l'appui du débarquement de *Granma*. Doté d'un grand courage personnel, il a souffert la persécution et l'emprisonnement. Il est devenu coordinateur national du Mouvement du 26 juillet. Le triomphe de la révolution l'a trouvé dans la prison Modelo de l'île de Pins.



**Armando Hart Dávalos,
13 juin 1930-26 novembre 2017**

Hart était un vrai fondateur. En tant que ministre de l'Éducation du premier cabinet révolutionnaire, il a dirigé la campagne d'alphabétisation et l'admirable oeuvre éducative qui allait changer notre pays. Une décennie plus tard, il a assumé la direction du nouveau ministère de la Culture, où il a rectifié les erreurs, rétabli la communication avec l'avant-garde intellectuelle, impulsé l'éducation artistique et élaboré un système institutionnel qui a fait du peuple un protagoniste des événements culturels.

Il est nécessaire de souligner les responsabilités importantes qu'il a assumées en tant que membre de la direction de notre Parti au cours de sa vie fructueuse.

Dans la dernière étape de son oeuvre, il s'est consacré à l'une de ses passions centrales : l'étude et la diffusion de la vie et de l'oeuvre de José Martí.

Il était convaincu que les idéaux cubains d'émancipation, de justice et d'anti-impérialisme avaient atteint leur apogée chez José Martí. Dans le même temps, guidé par Fidel, il comprenait et savait comment défendre le lien organique entre la pensée de Martí et de Marx.

Le martinien Hart est devenu un fervent partisan de Fidel. Dès qu'il a rencontré Fidel, il l'a suivi inconditionnellement. Il était un étudiant permanent de son action et de ses idées. Parmi celles-ci, un principe cardinal de Fidel : la préservation de l'unité. Hart répétait qu'au classique « diviser pour régner » il fallait opposer l'« unissons-nous pour gagner » de Martí et de Fidel. C'était la base de ce qu'il appelait « l'art de faire de la politique », quelque chose qu'il a appliqué avec un intérêt particulier dans son dialogue avec les jeunes.

Il a fait un travail remarquable en tant qu'essayiste et dans le domaine du journalisme. Certains de ses livres étaient à l'époque des contributions très novatrices en matière de politique culturelle et de création d'une nouvelle conscience sous le socialisme. Aujourd'hui, ils continuent d'être une référence obligatoire. L'hommage qui lui a été fait à la dernière Foire du livre, où les lecteurs ont reçu beaucoup de ses écrits inédits, était justifié et magnifique. Tout au long de cet événement,

l'affection et l'admiration du peuple cubain pour Hart se sentaient et continueront à se faire sentir.

Jusqu'à son dernier souffle, Hart fut un combattant intellectuel et politique infatigable. Il a admirablement confronté le coup moral subi par la gauche après l'effondrement du socialisme en Europe et a travaillé d'arrache-pied pour créer, face à la barbarie, un front international d'idées fondées sur la pensée de Fidel, de Martí et de Marx.

Au nom de sa famille et de la direction de notre Parti et de notre gouvernement, nous vous remercions de votre présence ici et des nombreuses expressions de solidarité et d'affection reçues depuis l'annonce de cette nouvelle.

« La mort n'est pas vraie quand l'oeuvre de la vie a été bien accomplie. » À cette phrase de Martí, Hart aurait ajouté : « Hasta la victoria siempre ».

(Traduit par LML)



Participation enthousiaste aux élections municipales



Le 26 novembre, date du premier anniversaire de la disparition du leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro, Cuba a tenu le premier tour de scrutin pour les délégués aux assemblées municipales du pouvoir populaire. La Commission nationale électorale (CNE) a annoncé que 82,05 % des plus de 8 millions électeurs inscrits ont participé au vote dans plus de 24 300 bureaux de vote. En raison du mauvais temps, en particulier dans les régions de Cienfuegos, Camagüey, Villa Clara et Santiago de Cuba, l'ouverture des bureaux a été prolongée d'une heure, jusqu'à 19 heures, pour que tous ceux qui voulaient voter puissent le faire.

La participation à l'élection en dépit du mauvais temps et des difficultés engendrées par le passage de l'ouragan Irma montre la détermination du peuple cubain et des autorités électorales à faire du scrutin une expression d'unité et de souveraineté. Initialement prévue pour le 22 octobre, l'élection a été reportée au 26 novembre pour permettre de surmonter les conséquences de l'ouragan.

Au total, 11 415 délégués ont été élus dans les 12 515 circonscriptions du pays. Dans les 1 100 circonscriptions restantes, le deuxième tour du scrutin aura lieu le 3 décembre, car il y a eu égalité des votes ou aucun candidat n'a reçu plus de 50 % des votes valides. Parmi les délégués élus au

premier tour, 35,47 % sont des femmes et 14,36 % sont des jeunes.



Participation aux assemblées de nomination des candidats



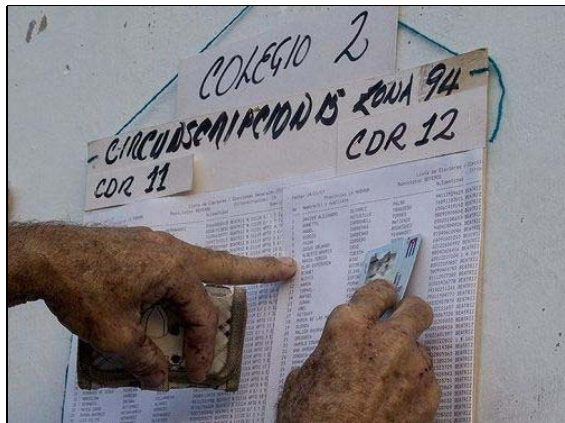
La présidente de la CNE, Alina Balseiro, a annoncé que plus de 6 millions de Cubains avaient participé aux assemblées de quartier de nomination des candidats, une augmentation par rapport aux élections précédentes et que plus de 60 800 candidats avaient été proposés.

Sur les 27 221 personnes nommées candidats, 35,4 % sont des femmes et 19,4 % des jeunes. La majorité a un niveau d'enseignement secondaire ou supérieur, et les travailleurs de la production et des services, ainsi que des secteurs

administratifs sont les plus largement représentés, bien qu'il y ait aussi des travailleurs du secteur non étatique parmi les candidats.

Les électeurs pouvaient lire dans chaque bureau de vote les biographies des candidats et vérifier leurs propres informations sur le registre électoral.

Les élections aux assemblées provinciales et nationales du pouvoir populaire se dérouleront en 2018 et 50 % des candidats doivent être choisis par les assemblées municipales.



Le rôle prépondérant de la jeunesse dans le processus électoral

Plus 12 000 jeunes, membres de la Fédération des étudiants de l'enseignement secondaire et de la Fédération des étudiants universitaires ont participé à l'organisation du scrutin. Avant la tenue du scrutin, Raúl Alejandro Palmero Fernández, président de la Fédération des étudiants universitaires a indiqué que « les jeunes vont superviser chaque bureau de vote pour assurer la légalité, la transparence et la qualité du processus, ainsi que le respect des principes de notre système électoral et politique et le respect des normes réglementaires établies par la Commission électorale nationale. » Il a souligné que « c'est un signe que nous pouvons continuer à compter sur les jeunes pour accomplir les tâches les plus importantes dans le pays. »



Palmero a également appelé « tous les jeunes Cubains à se joindre à la campagne de tweeting comme la Commission électorale nous y invite, ce 24 novembre de 10 heures à 13 heures en utilisant les mots clés #PorCuba et #Cuba, pour que cela soit également un mouvement de masse et montre au monde avec quelle joie les Cubains vont voter. »

« Il y a un an, nous avons juré allégeance au concept de la révolution de Fidel. La meilleure façon d'honorer sa personnalité en ce premier anniversaire de son décès est d'aller en masse

aux bureaux de scrutin », a-t-il souligné.

La Fédération étudiante universitaire a annoncé qu'elle allait également « garantir la participation de 300 000 jeunes qui, pour la première fois, exerceront leur droit de vote. »

(Granma)



Au calendrier : 2 décembre

Rassemblement à Montréal pour la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien



Samedi 2 décembre -- 13 h - 15 h
Place Émilie-Gamelin
Facebook

Le 29 novembre, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, est l'occasion d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que la question de la Palestine n'est toujours pas réglée et que le peuple palestinien reste privé des droits inaliénables que lui a reconnus l'Assemblée générale des Nations unies :

- le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure;
- le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales; et
- le droit de retourner dans ses foyers et de récupérer ses biens.

***Soyons nombreuses et nombreux ce samedi pour démontrer
notre solidarité avec le peuple palestinien !***



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca